



REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de l'Isère
COMMUNE DE SAINT LAURENT DU PONT

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRETE N° 2025 / 337

**ARRETE TEMPORAIRE DE POLICE PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

RUE PAUL BERT

Le Maire de Saint Laurent du Pont,

- VU** le Code de la route,
- VU** le Code général des collectivités territoriales,
- VU** le Code de la voirie routière,
- VU** la Loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la Loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la Loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,
- VU** la demande du service périscolaire, représenté par Mathis CIALDELLA, en date du 17 novembre 2025, pour fermer à la circulation la Rue Paul Bert le vendredi 19 décembre 2025, de 17h00 à 18h45,

CONSIDERANT le temps festif du périscolaire qui aura lieu dans la Rue Paul Bert,

CONSIDERANT que ce temps festif va perturber la circulation et le stationnement sur la Rue Paul Bert, il est nécessaire d'autoriser temporairement la fermeture complète de la Rue Paul Bert.

A R R E T E

ARTICLE 1 – AUTORISATION

Le service périscolaire est autorisé à utiliser temporairement le domaine public comme suit :

- Le service périscolaire est autorisé à fermer la Rue Paul Bert le 19 décembre 2025, de 17h00 à 18h45.

ARTICLE 2 - SIGNALISATION

La signalisation doit être installée par le demandeur.

La fermeture de la rue doit se faire avec des barrières mises en place par le demandeur.

Une signalétique adéquate doit être installée pour avertir les usagers de la voie de ces prescriptions.

Ces dispositions sont applicables le 19 décembre 2025, de 17h00 à 18h45.

ARTICLE 3 – DEVIATION

Durant la fermeture de la rue, la circulation est déviée par la Rue Charles Berty.

ARTICLE 4 – AFFICHAGE

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

ARTICLE 5 – EXECUTION

Madame le Maire de la commune de Saint Laurent du Pont,
Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Saint Laurent du Pont,
Monsieur le policier municipal de Saint Laurent du Pont,
Le bénéficiaire,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6 – RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble– 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 Grenoble Cedex, ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'auteur de la décision, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'auteur de la décision,
- 2 mois après le dépôt du recours gracieux en l'absence de réponse de l'auteur de la décision pendant ce délai.

Fait à Saint Laurent du Pont, le 24 novembre 2025,

Le Maire,



Céline BOURSIER



Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la subdivision départementale de l'équipement ci-dessus désignée.

Acte non soumis à l'obligation de transmission au contrôle de légalité en vertu des dispositions de la loi n°2004/809 du 13 août 2004